

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
I. Droit des obligations	1
A. Notions générales	1
B. Réforme du Code civil	13
II. Notion d'obligation	26
III. Conditions générales de validité	30
A. Licéité	31
B. Possibilité	32
C. Détermination	33
IV. Classifications des obligations	37
A. Classification des obligations selon leurs effets	37
B. Classification des obligations d'après leur objet	43
1. Obligations de faire et de ne pas faire	43
2. Obligations pécuniaires et en nature	45
C. Classification des obligations d'après leur intensité	47
D. Classification des obligations d'après leur source	58
1. Classification du Code civil : obligations contractuelles et légales	58
2. Classification de la doctrine : actes juridiques et faits juridiques	60

TITRE PREMIER – LES SOURCES DES OBLIGATIONS	73
Chapitre préliminaire – L’acte juridique unilatéral	77
Chapitre I – Le contrat.	81
Section préliminaire	81
Sous-section I – Notion du contrat	81
Sous-section II – Classification des contrats	83
I. Classification des contrats selon leur réglementation	86
A. Contrats nommés, innomés et mixtes	86
B. Contrats de droit commun et de consommation	88
C. Contrats de droit privé et de droit public.	91
II. Classification des contrats selon leurs conditions de formation	92
A. Contrats consensuels, solennels et réels	92
B. Contrats de gré à gré et d’adhésion.	94
III. Classification des contrats selon leur objet	105
A. Contrats bilatéraux et unilatéraux	105
B. Contrats à titre onéreux et à titre gratuit	107
C. Contrats commutatifs et aléatoires	110
D. Contrats individuels et collectifs	111
E. Contrats <i>intuitu personæ</i>	112
F. Contrats « civils » et contrats pour les fins d’une entreprise	113
IV. Classification des contrats selon leur mode d’exécution	122
Sous-section III – Les fondements du droit des contrats	131
I. Les valeurs fondamentales.	132

II. Les grands principes juridiques	141
A. Liberté contractuelle	141
1. Notion.	142
a) Le contrat est supérieur à la loi	142
b) La seule volonté crée l'obligation	142
c) Le contrat librement consenti est toujours conforme à la justice et à l'intérêt social	143
2. Applications	144
a) Liberté quant au fond	144
b) Liberté quant à la forme.	145
c) Force obligatoire du contrat	147
B. L'ordre public.	155
1. Historique	155
2. Notion.	157
3. Sources	159
4. Classification.	168
a) Classification de l'ordre public d'après l'objet	168
i. Ordre public politique et moral	168
ii. Ordre public social et économique	171
b) Classification de l'ordre public social et économique d'après le but poursuivi	172
i. Ordre public de direction	172
ii. Ordre public de protection.	173
5. Applications	174
a) Droit des assurances.	174
b) Droit de la consommation	176
c) Droit du louage d'habitation.	182
d) Droits et libertés de la personne	185
6. Sanctions de l'ordre public.	189
C. La bonne foi et l'équité.	205
1. Notions	208

2.	Applications	223
a)	Bonne foi dans la formation du contrat	224
i.	Les négociations mènent à une entente	224
ii.	Les négociations achoppent	225
b)	Bonne foi dans le contenu du contrat	229
i.	Observations générales	229
ii.	Les clauses abusives	231
iii.	Les clauses pénales abusives	245
c)	Bonne foi dans l'exécution et l'extinction du contrat	254
i.	Théorie de l'abus de droit contractuel	255
ii.	Théorie de l'imprévision	263
iii.	Obligations de loyauté et de coopération	264
iv.	Contrôle des sanctions en cas de défaut	273
Section I – Les conditions de formation du contrat		287
Sous-section I – Les conditions de fond		287
I.	Le consentement	288
A.	L'existence du consentement	289
1.	Le schéma classique de l'accord de volonté	291
a)	L'offre	292
b)	L'acceptation	298
2.	L'accord de volonté dans les contrats conclus à distance	300
3.	La promesse de contrat	304
4.	Règles particulières	308
a)	La clause externe	309
b)	La clause illisible ou incompréhensible	312
5.	Exceptions au principe de l'accord des volontés	314
a)	Le contrat d'adhésion	314
b)	Le contrat avec soi-même	315

B. L'intégrité du consentement	319
1. L'erreur	321
a) Circonstances où l'erreur est motif de nullité	322
b) Circonstances où l'erreur n'est pas motif de nullité	326
c) Preuve de l'erreur	335
d) Sanction de l'erreur	337
2. Le dol	337
a) Notion	337
b) Formes de dol	338
i. La réticence et le silence	338
ii. Le mensonge	341
iii. Les manœuvres frauduleuses	344
c) Conditions	345
i. Le dol doit être déterminant ou incident	345
ii. Le dol doit émaner du cocontractant ou être connu de lui	346
d) Preuve des éléments constitutifs du dol	348
e) Sanctions du dol	348
i. La nullité	349
ii. Les dommages-intérêts	349
iii. La réduction de l'obligation	350
3. La crainte	353
a) Notion et formes	353
b) Conditions	355
i. La crainte doit être déterminante ou incidente	355
ii. La crainte doit être produite par le cocontractant ou par un tiers à sa connaissance	357
iii. La menace peut être exercée contre la partie au contrat ou un tiers	357
iv. La menace doit être illégitime	358

c)	Sanctions de la crainte	359
i.	La nullité	359
ii.	Les dommages-intérêts	360
iii.	La réduction de l'obligation	360
4.	La lésion	360
a)	Historique	361
b)	Notion	370
c)	Champ d'application et conditions	375
i.	Le régime général	375
ii.	Les contrats de consommation	381
iii.	Les mineurs	383
–	Règles générales	383
–	Champ d'application	385
–	Actes valides	386
–	Actes entraînant l'annulation ou la révision pour lésion	388
iv.	Les majeurs protégés	389
d)	Sanctions de la lésion	390
i.	La nullité	390
ii.	La réduction des obligations	391
iii.	La révision des modalités du contrat	392
	<i>Appendice. Le consentement éclairé et réfléchi</i>	396
1.	Introduction	396
2.	Le consentement éclairé	398
a)	Notion	398
i.	Obligation d'information à la formation du contrat	398
ii.	Fondement	402
iii.	Distinction avec l'obligation de conseil	405
iv.	Obligation d'information en cours de contrat	406
b)	Régime juridique	410
i.	Obligation générale d'informer le cocontractant	410

ii. Mentions obligatoires	415
3. Le consentement réfléchi	417
II. La capacité	423
A. Introduction	423
B. Les incapacités de contracter	426
1. Incapacités légales d'exercice	426
a) Le mineur non émancipé.	426
b) Le mineur émancipé	428
c) Le majeur protégé	428
i. Majeur sous curatelle	429
ii. Majeur sous tutelle	430
iii. Majeur pourvu d'un conseiller	431
d) Sanctions. Règles particulières	431
2. Incapacité naturelle d'exercice	432
3. Incapacités de jouissance	433
a) Les représentants	433
b) Les officiers de justice	434
III. L'objet du contrat	436
IV. La cause	442
A. Historique de la notion de cause.	443
1. Ancien droit	443
2. Droit français.	444
3. Droit québécois	446
B. La cause objective, ou cause de l'obligation	447
1. Définition.	447
2. Utilité.	447
3. Sanction	449
C. La cause subjective, ou cause du contrat	449
1. Définition.	449

2. Utilité	449
3. Sanction	450
<i>Sous-section II – Les conditions de forme</i>	453
<i>Sous-section III – Les sanctions des conditions de formation du contrat</i>	460
I. La théorie générale des nullités	460
A. Distinctions fondamentales	460
1. Nullité et résolution	461
2. Nullité et inopposabilité	461
3. Nullité et caducité	462
B. Nullité absolue et nullité relative	462
1. Ressemblances	466
2. Différences	470
a) Personnes pouvant invoquer la nullité	470
b) Confirmation du contrat	474
C. Effets de la nullité	477
1. Étendue	477
2. Conséquences	479
3. Recours inverse en responsabilité	481
II. Les autres sanctions	482
A. Modification du contrat	483
B. Dommages-intérêts	485
<i>Section II – L’interprétation du contrat</i>	488
<i>Sous-section I – L’interprétation du contenu ambigu du contrat</i>	488
I. Principes généraux	488
II. Méthode d’interprétation	497

<i>Sous-section II – La détermination du contenu implicite du contrat</i>	509
I Les obligations implicites résultant de l’usage	519
II. Les obligations implicites résultant de la loi	520
III. Les obligations implicites résultant de l’équité	522
<i>Section III – Les effets du contrat.</i>	530
<i>Sous-section I – Les effets du contrat entre les parties</i> . .	530
I. Le contrat est exécutoire	531
II. Le contrat est irrévocable	532
III. Le contrat n’est pas modifiable unilatéralement	533
A. Théorie de l’imprévision	535
B. Pouvoir du juge de réviser le contrat	544
<i>Sous-section II – Les effets du contrat à l’égard des tiers.</i>	546
I. Le principe de l’effet relatif du contrat	549
A. Observations générales	549
B. Modalités d’application	550
1. Les contractants représentés	550
2. Les héritiers	551
3. Les ayants cause à titre particulier	551
4. Les tiers	555
II. La stipulation pour autrui	556
A. Nature.	556
B. Conditions de validité	558
C. Effets	560
1. Rapports entre le stipulant et le promettant	560

2.	Rapports entre le stipulant et le tiers bénéficiaire	562
3.	Rapports entre le promettant et le tiers bénéficiaire	563
III.	La promesse du fait d'autrui	564
A.	Nature.	564
B.	Effets	565
IV.	La responsabilité du contractant envers un tiers	566
V.	La responsabilité d'un tiers envers le contractant	579
VI.	Le groupe de contrats.	582
VII.	La simulation	589
A.	Notion	589
B.	Effets	591
1.	Effets entre les parties.	592
2.	Effets vis-à-vis des tiers	503
C.	Sanctions	594
	<i>Sous-section III – Les effets particuliers à certains contrats</i>	597
I.	Le transfert des droits réels	597
II.	Le transfert des fruits et revenus	601
	Chapitre II – Obligations fondées sur l'équité	609
	<i>Section I – La gestion d'affaires</i>	610
I.	Notion	610
II.	Conditions.	611
A.	Absence de représentation.	611
B.	Intention de gérer	612

C. Capacité	613
D. Gestion opportune	614
III. Effets	615
A. Obligations du gérant	616
1. Vis-à-vis des tiers	616
2. Vis-à-vis du géré	617
B. Obligations du géré.	618
1. Vis-à-vis des tiers	618
2. Vis-à-vis du gérant.	618
Section II – La réception de l'indu	621
I. Notion	621
II. Conditions	622
A. Absence de dette	622
B. Erreur de la part du <i>solvens</i>	623
III. Effets	624
Section III – L'enrichissement injustifié.	626
I. Introduction.	626
A. Notion	627
B. Historique.	629
II. Conditions	632
A. Enrichissement	633
B. Appauvrissement.	635
C. Corrélation	635
D. Absence de justification	636
E. Absence d'autre recours	644
III. Effets	648

TITRE DEUXIÈME – LES MODALITÉS DE L’OBLIGATION	653
Chapitre I – L’obligation à modalité simple	657
Section I – Le terme	657
I. Notion	657
II. Effets	662
A. Durée du terme	662
B. Effets du terme suspensif sur le lien d’obligation	664
C. Cessation des effets du terme suspensif	665
1. Échéance du terme	665
2. Renonciation au bénéfice du terme	666
3. Déchéance du terme	668
Section II – La condition	676
I. Notion	676
II. Conditions de validité	680
A. La condition potestative	680
B. La condition impossible ou illicite	683
III. Effets	684
A. La période d’incertitude (<i>pendente conditione</i>)	685
B. La fin de la période d’incertitude (réalisation ou défaillance de la condition)	689
Chapitre II – L’obligation à modalité complexe	697
Section I – Les obligations à plusieurs objets	697
I. Obligation alternative	697
II. Obligation facultative	701

III. Obligation conjonctive	702
Section II – Les obligations à plusieurs sujets.	703
I. Obligation conjointe et divisible	703
II. Obligation solidaire.	707
A. Solidarité active	707
B. Solidarité passive.	709
1. Notion.	709
2. Sources	709
a) Sources conventionnelles	709
b) Sources légales	710
c) Obligation <i>in solidum</i>	722
3. Effets	728
a) Rapports entre le créancier et les débiteurs	728
i. Effets principaux de la solidarité	728
ii. Effets secondaires de la solidarité	734
b) Rapports des codébiteurs entre eux.	737
III. Obligation indivisible.	742
A. Caractéristiques générales.	744
B. Sources	744
C. Effets	746
1. Indivisibilité active	747
2. Indivisibilité passive.	478
 TITRE TROISIÈME – L'EXÉCUTION DE L'OBLIGATION	 751
 Chapitre I – Les règles générales de l'exécution de l'obligation	 755
 Section I – Le paiement.	 755

<i>Sous-section I – Conditions de validité</i>	756
I. Conditions relatives au <i>solvens</i>	757
II. Conditions relatives à l' <i>accipiens</i>	761
III. Conditions relatives à l'objet	765
A. Identité du paiement	765
1. Somme d'argent	766
2. Bien matériel ou service	770
B. Indivisibilité	771
C. Disponibilité	772
<i>Sous-section II – Modalités</i>	773
I. Moment, lieu et frais	773
II. Imputation	776
A. Imputation par le débiteur	777
B. Imputation par le créancier	778
C. Imputation par l'effet de la loi	779
<i>Sous-section III – Preuve</i>	780
<i>Section II – Offres réelles et consignation</i>	782
<i>Sous-section I – Mécanismes</i>	783
<i>Sous-section II – Effets</i>	791
Chapitre II – La mise en œuvre du droit à l'exécution de l'obligation	801
<i>Section I – Démarches préliminaires</i>	801
<i>Sous-section I – Diversité et choix des moyens d'exécution</i>	802

<i>Sous-section II – Demeure</i>	805
I. Nature.	805
A. Mise en demeure	806
B. Dispense de mise en demeure	818
II. Effets	828
<i>Section II – Sanctions de l’inexécution du contrat</i>	837
<i>Sous-section I – Règles générales sur l’inexécution du contrat</i>	837
I. Formes d’inexécution	838
II. Preuve de l’inexécution	842
III. Responsabilité du fait d’autrui.	844
A. Principe	844
B. Conditions	845
C. Principales applications	849
<i>Sous-section II – Sanctions communes à toutes les obligations</i>	852
I. Exécution en nature	857
A. Exécution en nature par le débiteur.	861
1. Obligation de faire	862
2. Obligation de ne pas faire	871
B. Exécution en nature par remplacement.	874
1. Obligation de faire	874
2. Obligation de ne pas faire	878
II. Exécution par équivalent : la responsabilité civile contractuelle	883
A. Respect du régime contractuel.	884
1. Problématique de l’option de régime	884

2.	Principe du respect du régime contractuel : interdiction de l'option	886
3.	Mise en œuvre de l'interdiction d'option	889
B.	Dommages-intérêts compensatoires.	912
1.	Nature	913
2.	Conditions d'attribution	919
a)	Inexécution du contrat	920
b)	Préjudice	921
c)	Lien de causalité	934
3.	Évaluation	936
a)	Indemnisation du préjudice matériel	939
b)	Indemnisation du préjudice corporel	950
c)	Indemnisation du préjudice moral	951
d)	Plafonds d'indemnisation	953
e)	Détermination conventionnelle de l'indemni- sation : clause pénale et clauses apparentées .	954
f)	Indemnisation du retard dans l'exécution : dommages-intérêts moratoires	971
C.	Dommages-intérêts punitifs	983
1.	Nature	984
2.	Conditions d'attribution	987
a)	Inexécution particulière du contrat	988
b)	Caractère autonome par rapport aux dommages-intérêts compensatoires.	997
3.	Évaluation	999
<i>Sous-section III – Sanctions propres aux obligations contractuelles</i>		1015
I.	L'exception d'inexécution	1016
A.	Conditions d'exercice	1018
B.	Effets.	1020

II. Le droit de rétention	1021
III. La résolution et la résiliation du contrat.	1025
A. Nature et domaine d'application	1025
B. Conditions d'exercice	1030
1. Inexécution injustifiée et importante	1030
2. Intervention judiciaire	1032
C. Effets.	1044
IV. La réduction de l'obligation corrélatrice	1046
Section III – Motifs d'exonération du débiteur	1050
I. Motifs légaux d'exonération	1051
A. Force majeure	1052
1. Caractères.	1052
2. Effets	1060
3. Preuve.	1061
B. Cause étrangère.	1062
C. Théorie des risques	1064
1. Introduction.	1064
2. Régime juridique	1066
a) Contrats unilatéraux	1067
b) Contrats bilatéraux non translatifs de droits réels	1067
c) Contrats bilatéraux translatifs de droits réels	1069
II. Motifs conventionnels d'exonération	1072
A. Validité de la clause exonératoire	1073
1. Exclusion du dommage corporel ou moral.	1075
2. Exclusion de fautes graves.	1075
3. Connaissance du contractant	1078
B. Interprétation de la clause exonératoire.	1082

Chapitre III – La protection du droit du créancier à l'exécution	1085
Section I – Action oblique	1086
I. Caractères généraux	1086
II. Conditions d'exercice	1087
A. Conditions relatives au créancier	1087
B. Conditions relatives au débiteur	1090
C. Conditions relatives au droit exercé	1092
III. Effets	1096
Section II – Action en inopposabilité	1098
I. Caractères généraux	1098
II. Conditions	1103
A. Conditions relatives au créancier	1103
1. Qualités de la créance	1103
2. Exercice diligent du recours	1106
a) Action individuelle	1107
b) Action collective	1109
B. Conditions relatives à l'acte attaqué	1111
1. Acte juridique	1111
2. Acte préjudiciable au créancier	1113
3. Acte frauduleux	1118
a) Principes généraux de la preuve d'intention frauduleuse	1119
b) Preuve de l'intention frauduleuse par présomption légale	1120
III. Effets	1127
A. Entre le créancier et le tiers	1127
B. Entre le débiteur et le tiers	1131

TITRE QUATRIÈME – LA RESTITUTION DES PRESTATIONS	1133
TITRE CINQUIÈME – LA TRANSMISSION ET LES MUTATIONS DE L'OBLIGATION	1161
Chapitre I – La cession de créance	1165
Section I – Nature juridique	1166
Section II – Conditions	1170
I. Conditions de validité	1170
II. Conditions d'opposabilité	1173
Section III – Effets	1182
I. Transmission de la créance	1182
II. Garantie de la créance	1188
Chapitre II – La subrogation	1193
Section I – Nature juridique	1194
Section II – Conditions	1197
I. Subrogation légale.	1198
A. En faveur du créancier pour le paiement à un autre créancier qui lui est préférable en raison d'une créance prioritaire ou hypothécaire	1199
B. En faveur de l'acquéreur d'un immeuble hypothéqué	1200
C. En faveur de celui qui paie une dette à laquelle il est tenu avec d'autres ou pour d'autres et qu'il a intérêt à acquitter.	1200
D. En faveur de l'héritier qui paie une dette de la succession.	1209

E. Autres cas établis par la loi	1209
II. Subrogation conventionnelle	1210
A. Subrogation consentie par le créancier	1211
B. Subrogation consentie par le débiteur	1213
Section III – Effets	1217
I. Effets entre le débiteur et le créancier subrogeant	1217
II. Effets entre le <i>solvens</i> subrogé et le débiteur	1218
III. Effets entre le <i>solvens</i> subrogé et le créancier subrogeant	1221
IV. Effets à l’égard des tiers	1224
Chapitre III – La novation	1227
Section I – Nature juridique	1227
Section II – Conditions	1234
I. Conditions relatives aux parties	1235
II. Conditions relatives aux liens d’obligation	1239
Section III – Effets	1241
I. Effet extinctif	1241
II. Effet créateur	1244
Chapitre IV – La délégation	1247
Section I – Nature juridique	1248
I. Évolution.	1248
II. Spécificités de la délégation de paiement	1251
Section II – Conditions	1256
I. Conditions relatives au délégant	1257

II. Conditions relatives au délégué	1257
III. Conditions relatives au créancier-délégataire	1258
Section III – Effets	1261
I. Relations entre le créancier-délégataire et le délégant . .	1261
II. Relations entre le créancier-délégataire et le délégué. . .	1264
A. Opposabilité des moyens	1265
B. Transmissibilité des accessoires	1267
III. Relations entre le délégant et le délégué.	1268
Chapitre V – La cession de contrat	1271
Section I – Conditions	1274
I. Conditions de validité	1274
II. Conditions d’opposabilité	1278
Section II – Effets	1280
I. Effets à l’égard du cédant.	1280
II. Effets à l’égard du cessionnaire.	1281
III. Effets à l’égard du cédé	1283
TITRE SIXIÈME – L’EXTINCTION DE L’OBLIGATION OU DU DROIT D’ACTION	1285
Chapitre I – La compensation	1289
Section I – Compensation légale	1290
I. Conditions de la compensation	1291
II. Effets de la compensation.	1297
A. Double paiement	1297
B. Paiement imposé	1299

III. Obstacles ou ajustements aux effets de la compensation	1301
A. Dettes non susceptibles de compensation	1301
B. Renonciation à la compensation	1311
Section II – Compensation judiciaire	1312
Section III – Compensation conventionnelle	1319
Chapitre II – La confusion.	1323
Section I – Nature juridique	1323
Section II – Conditions	1325
Section III – Effets	1326
Chapitre III – La remise.	1329
Section I – Nature juridique	1329
Section II – Conditions	1330
Section III – Effets	1334
Chapitre IV – La prescription	1339
Section I – Nature juridique	1342
I. Justifications	1343
II. Distinction entre le délai de prescription et le délai de déchéance	1344
Section II – Détermination et application des délais de prescription	1347
I. Durée des délais	1347
A. Prescription de dix ans	1347
B. Prescription de trois ans	1349
C. Prescriptions particulières	1350

II. Calcul des délais	1354
A. Mode de calcul	1354
B. Interruption	1360
1. Causes d'interruption	1361
2. Effets de l'interruption	1369
C. Suspension	1375
1. Causes de suspension	1376
2. Effets de la suspension	1387
Section III – Effets de la prescription acquise	1388
I. Effet extinctif	1388
II. Renonciation à l'effet extinctif	1391
TABLE DE LA LÉGISLATION	1399
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	1469
INDEX ALPHABÉTIQUE	1727